

L'ajournement

même si la Société canadienne des postes fait des bénéfices de 96 millions de dollars.

La Société canadienne des postes, le gouvernement fédéral et le ministre chargé de cette société ont affiché clairement leurs couleurs en décidant d'encaisser ces bénéfices au détriment des régions rurales et des besoins de leur population. La Société canadienne des postes et le gouvernement fédéral ont préféré les grandes entreprises au peuple en ce qui concerne le service postal.

• (1820)

La Société canadienne des postes devrait se servir de ces 96 millions de dollars pour réparer une partie des dommages qu'elle a causés ces dernières années au service postal. Le gouvernement fédéral devrait insister pour que cet argent serve à étendre le service de livraison du courrier à domicile aux banlieues. Il devrait insister pour que cet argent serve à rouvrir les bureaux de poste ruraux qui ont été fermés dans tout le Canada.

La Société canadienne des postes devrait être considérée d'abord et avant tout non pas comme une vache à lait du gouvernement fédéral, mais comme un service public. Le gouvernement a fait de cette société un Frankenstein parmi les sociétés d'État, un monstre déchaîné qui ne rend plus aucun compte au Parlement, aux comités ni au peuple canadien.

J'ai aussi proposé à l'époque un programme en dix points qui devrait, à mon avis, régir à l'avenir l'exploitation de Postes Canada. Je voudrais en énoncer une partie ce soir durant les quelques minutes qui me sont allouées. Le programme en dix points comprend ce qui suit: le principal objectif de Postes Canada devrait être d'offrir et d'accroître ses services aux Canadiens; ses bénéfices devraient être directement affectés au maintien et à l'expansion de ses services aux Canadiens; Postes Canada devrait immédiatement rouvrir les 167 bureaux de poste ruraux qu'elle a fermés.

Le gouvernement fédéral devrait examiner les opérations postales rurales afin d'étendre les services aux régions qui en ont besoin, s'assurer que le service de livraison à domicile est offert aux gens qui habitent en banlieue et supprimer les superboîtes postales qui causent tant de problèmes d'un océan à l'autre. Postes Canada devrait cesser de harceler et d'intimider ses employés. Cette société d'État devrait être un employeur modèle qui reconnaît que de bonnes conditions de travail et des relations de travail harmonieuses vont de pair avec l'amélioration des services postaux offerts aux Canadiens. Toutes les opérations postales devraient être effectuées à l'interne, et on devrait empêcher toute future

détérioration du service et des conditions de travail causée par la sous-traitance. Le service devrait être étendu lorsque cela est justifié dans les bureaux de poste pour comprendre la vente de papier, de ruban adhésif ou autres articles du même genre servant à la préparation des colis postaux.

Le gouvernement du Canada et la Société canadienne des postes devraient étudier la possibilité de fournir aux Canadiens des services qui sont offerts dans d'autres pays, notamment, la vente de fleurs et, dans les zones rurales du Canada, le bureau de poste pourrait faire office de dépôt pour des articles nécessitant un nettoyage à sec. Le gouvernement du Canada et la Société canadienne des postes devraient abandonner le projet de céder une partie du système postal au secteur privé et se préoccuper de fournir un service aux Canadiens. Enfin, l'organisation des facteurs des zones rurales devrait être reconnue par le gouvernement pour que ses représentants puissent négocier des conditions de travail et des normes qu'ils n'ont pas actuellement.

Au moment de présenter ce programme en dix points, je dois réclamer, tout comme je l'ai fait lors de la session du printemps de la présente législature, une enquête publique sur les activités de la Société des postes, dont se chargerait le gouvernement du Canada et non pas le ministère des Consommateurs et des Sociétés. Monsieur le Président, vous vous souvenez sans doute qu'au cours de la période de questions, j'ai demandé au ministre d'instituer un moratoire sur la conversion et la fermeture des bureaux de poste ruraux jusqu'à ce que le comité ait pu déposer son rapport et jusqu'à ce que le Parlement ait pu en prendre connaissance.

Au début de l'année, Postes Canada a dépensé beaucoup d'argent pour distribuer des messages vidéo à ses 64 000 employés, pour leur fournir de nouveaux uniformes et pour mousser sa publicité en vue de retirer le Canada de Postes Canada. Ses feuillets de publicité nationale polychromes adressent un message bien clair aux Canadiens: Le gouvernement fédéral et Postes Canada ne reculent devant aucun sacrifice pour rendre notre régime postal attirant pour le secteur privé, afin que le gouvernement puisse sans trop de mal privatiser Postes Canada, réduire les services postaux et gâcher les conditions de travail de ses employés.

M. Bill Kempling (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, en 1981, le ministère des Postes a été constitué en société d'État et la nouvelle société a reçu le mandat d'améliorer les services et de devenir auto suffisante.